

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

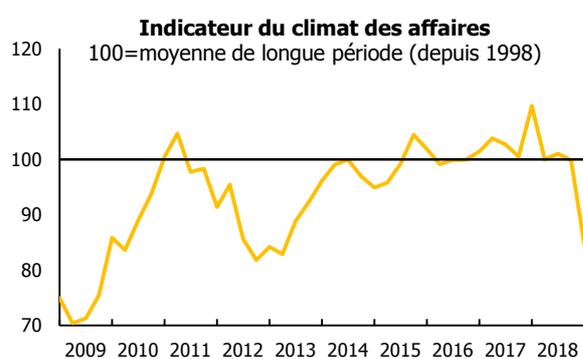
N° 570 / Avril 2019

L'ÉCONOMIE DE LA RÉUNION EN 2018 UNE FIN D'ANNÉE MOUEMENTÉE

Sur la majeure partie de l'année 2018, l'activité économique réunionnaise a été dynamique, confirmant l'environnement conjoncturel bien orienté depuis 5 ans. Les investissements restent en hausse, de même que la consommation des ménages, soutenus notamment par le financement bancaire. Néanmoins, l'économie réunionnaise reste fragile. La réduction massive de l'enveloppe de contrats aidés s'est notamment traduite par une baisse de l'emploi salarié (essentiellement dans le secteur non marchand) et par une augmentation du nombre de chômeurs sur l'année. Le rebond de l'inflation a par ailleurs pesé sur le pouvoir d'achat des ménages. C'est dans ce contexte que le mouvement des Gilets jaunes a débuté en novembre, se révélant particulièrement intense sur le territoire, avec une paralysie presque totale de l'activité pendant quinze jours. Son impact sur l'activité économique a été lourd et cet épisode laisse planer des incertitudes sur 2019.

Un contexte économique fragilisé

Une chute du climat des affaires en fin d'année



Source : IEDOM

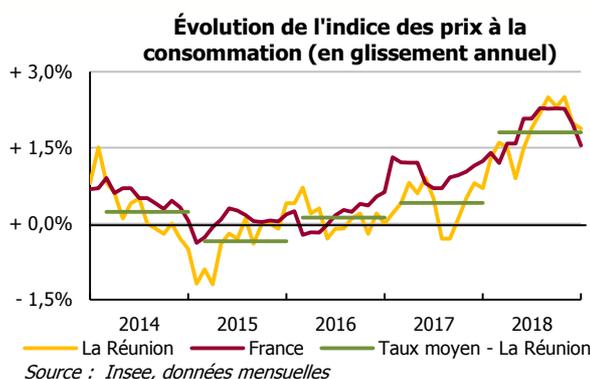
L'indicateur du climat des affaires (ICA) se dégrade en 2018. Il s'établit en moyenne à 96 points contre 104 points en 2017, son plus haut niveau depuis dix ans (correspondant à une croissance du PIB de +3,2 % en 2017). Cette évolution s'explique par le décrochage de l'ICA au quatrième trimestre, de plus de 15 points, tandis qu'il se maintenait à 100 sur les trimestres précédents. En effet, le mouvement des Gilets jaunes débuté en novembre a particulièrement impacté l'activité économique de l'île. 85 % des dirigeants (TPE et PME) interrogés ont déclaré des pertes de chiffre d'affaires¹. Toutefois, selon l'enquête de conjoncture, les perspectives pour le premier trimestre 2019 apparaissent nettement moins défavorables, avec un redressement escompté de l'activité.

Une forte remontée de l'inflation

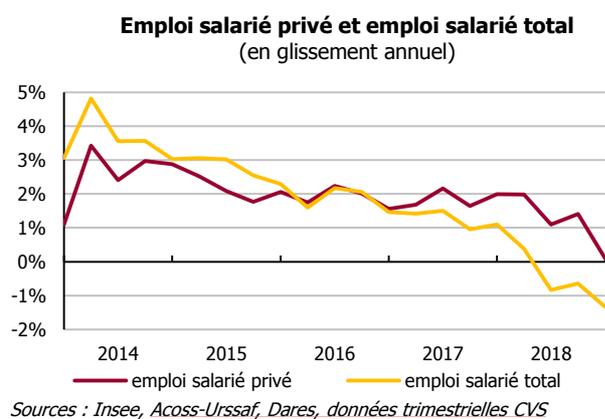
En 2018, les prix à la consommation des ménages progressent de 1,8 % en moyenne annuelle (contre 1,8 % en France hors Mayotte), soit bien plus que les années précédentes (+0,4 % en 2017 et +0,1 % en 2016). L'inflation 2018 est tirée à la hausse par les prix de l'énergie (+9,9 %) et notamment ceux des carburants (+13,1 %) consécutivement à la hausse du cours du pétrole. Hors énergie, l'inflation reste néanmoins soutenue (+1,3 %), avec une accélération des prix des produits alimentaires (+3,3 %) et l'augmentation des prix des services (+1,1 % contre -0,3 % en 2017).

¹ Note expresse n° 556 - « l'impact économique des mouvements sociaux de fin d'année : les résultats de l'enquête de l'IEDOM. »

Suite au mouvement des Gilets jaunes, des mesures ont été prises pour soutenir le pouvoir d'achat des Réunionnais, notamment une baisse de 12 % du prix du panier du « bouclier qualité prix » 2019 et un gel de la taxe sur les carburants pour trois années.



Le marché du travail impacté par la baisse des contrats aidés

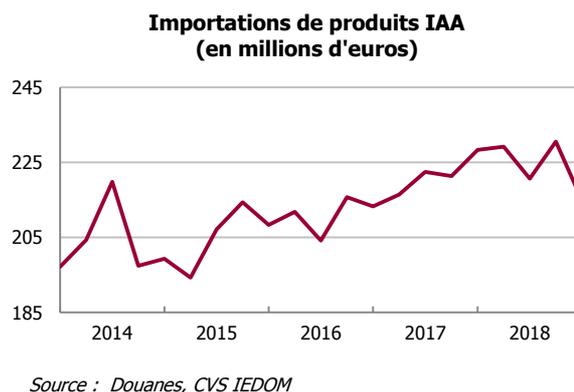


Après quatre années de croissance soutenue, l'emploi salarié privé ralentit en 2018. Il progresse de 1,1 % en moyenne, après +1,9 % en 2017 et 2016 et +2,1 % en 2015. Avec une contraction importante de l'emploi public en 2018 (-3,9 % en moyenne annuelle), l'emploi salarié total s'inscrit en baisse de 0,6 % pour la première fois depuis 9 ans. Le marché du travail réunionnais souffre en effet d'une baisse massive des contrats aidés. Le nombre de ces contrats s'élève à 12 400 à fin septembre 2018 contre 22 700 un an auparavant. Toutefois, la décision du gouvernement, en plein mouvement des Gilets jaunes, d'en attribuer 1 000 supplémentaires sur la fin d'année devrait atténuer cette baisse.

Dans ce contexte, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A, augmente de 2,2 % en glissement annuel, après un léger recul en 2017, et s'élève à 138 810 demandeurs à fin décembre 2018 (CVS). En 2018, le taux de chômage augmente de deux points par rapport à 2016, pour s'établir à 24 %, alors qu'il avait reculé de 2013 à 2016.

Une consommation des ménages soutenue, malgré les blocages de fin d'année

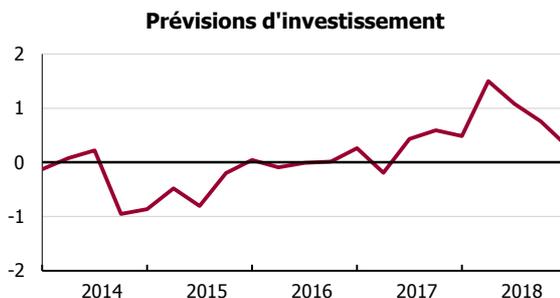
En 2018, le pouvoir d'achat des ménages est freiné par la hausse des prix et par un ralentissement de la croissance de la masse salariale (+2,3 % pour le secteur privé en 2018, après +3,8 % l'année précédente). C'est dans ce contexte que naît le mouvement des Gilets jaunes en novembre 2018. Les blocages des axes routiers et des containers au Grand port maritime ont alors perturbé les approvisionnements dans les commerces et impacté la consommation des ménages. Malgré cette baisse en fin d'année, la consommation des ménages sur 2018 reste globalement dynamique. Notamment, le marché des véhicules de tourisme progresse pour la cinquième année consécutive et atteint un nouveau record avec plus de 26 000 véhicules neufs vendus en 2018 (+3,3 %). Les importations de produits des industries agroalimentaires progressent de 1,1 % en 2018 après +4,1 % en 2017, un ralentissement imputable à la baisse du dernier trimestre. Certaines importations à destination des ménages reculent néanmoins sur l'année, notamment celles des produits courants et les importations de biens d'équipement ménagers qui baissent respectivement de 3,4 % et 8,5 %.



L'investissement des entreprises demeure bien orienté

Après un point haut en début d'année 2018, les intentions d'investir des chefs d'entreprise interrogés se replient. Elles restent néanmoins positives et confirment la reprise de l'investissement depuis 2017. Parallèlement, les encours de crédits d'investissement continuent de progresser : +3,1 % en glissement annuel à fin 2018, après une année 2017 exceptionnellement dynamique (+8,5 %).

Par ailleurs, les importations de biens intermédiaires progressent de 3,5 %, après une stabilisation en 2017. Les ventes de véhicules utilitaires demeurent dynamiques avec une hausse de 6,5 % des immatriculations (+4,6 % en 2017). En revanche, les importations de biens d'équipement professionnel diminuent de 1,7 %.



Source : Enquête de conjoncture

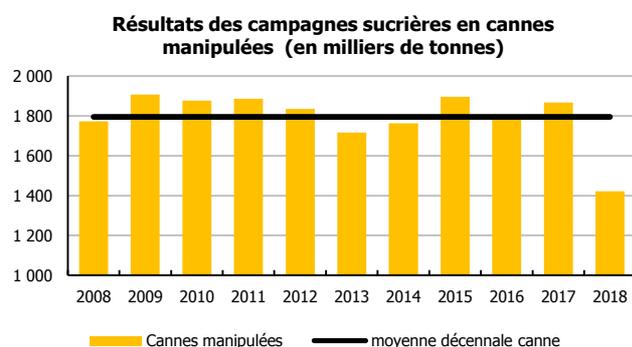
Une nette dégradation du commerce extérieur

Les échanges commerciaux avec l'extérieur se détériorent nettement en 2018. Les exportations reculent de 12,5 %, après une hausse de 3,0 % en 2017. Cette tendance provient d'une baisse des exportations de légumineuses et de sucre.

Les importations totales augmentent de 0,5 % en valeur, après +3,3 % l'année précédente (hors importations d'avions). Elles sont fortement impactées par la hausse du cours du pétrole (les produits pétroliers représentent 10 % des importations). Hors produits pétroliers, les importations diminuent de 1,7 %. Les importations de produits courants et celles de biens d'équipement diminuent notamment fortement, tandis que celles des produits des IAA et des matériels de transport progressent.

L'activité des secteurs impactée par le mouvement des Gilets jaunes et les intempéries

Une campagne cannière catastrophique

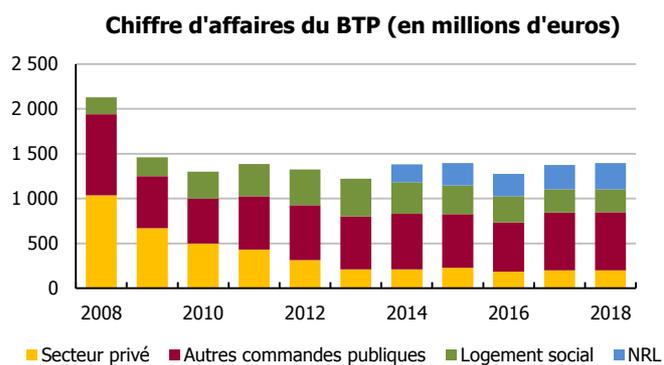


L'activité du secteur de **l'agriculture** est mitigée en 2018. Les abattages de volailles augmentent de 13,3 % tandis que ceux de porcins et bovins se contractent respectivement de 5,4 % et 4,9 %. Les exportations de produits agricoles augmentent de 14,3 % grâce à une meilleure saison pour la culture fruitière (litchis, mangues). En revanche, la campagne cannière 2018 a été catastrophique en raison des épisodes pluvieux intenses du début d'année et dans une moindre mesure des mouvements sociaux de fin d'année. Les tonnages de cannes manipulées diminuent de près d'un quart.

Les chefs d'entreprise du secteur des **IAA** gardent une opinion favorable de leur activité 2018, à l'exception du dernier trimestre, fortement perturbé par le mouvement des Gilets jaunes. La production et les exportations de rhum continuent de progresser : respectivement +1,4 % et +6,4 %, après +20,6 % et +8,5 % en 2017. En revanche, les exportations de sucre baissent d'un tiers en valeur et en volume à 142 000 tonnes, le plus bas niveau jamais observé. Celles des produits de la pêche suivent la même tendance, avec une baisse de 37,8 % en valeur, en raison d'une diminution des exportations de légumineuses (-10,9 %), consécutive à la réduction des quotas.

La Nouvelle route du littoral continue de soutenir l'activité du BTP

En 2018, le chantier de la Nouvelle route du littoral (NRL) soutient l'activité du secteur du **bâtiment et des travaux publics**. Selon la Cellule économique du BTP, le chiffre d'affaires du secteur progresse de 1,7 % à 1,4 milliard d'euros. Cette hausse s'explique par une montée en charge des travaux de la NRL, notamment de la partie viaduc qui devrait être livrée avant la fin du premier semestre 2019. Les dépenses liées au chantier augmentent de 7,7 %. Le nombre de salariés inscrits à la Caisse des congés payés du

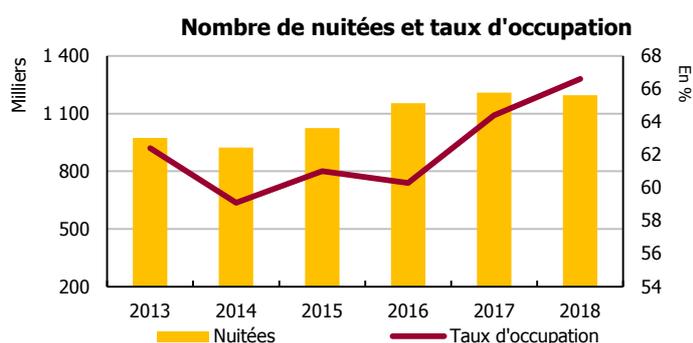


secteur BTP augmente de 4,3 %, principalement en lien avec la NRL, après -1,6 % en 2017. En revanche, l'activité du bâtiment baisse de 1,3 %, notamment sur le logement social (-1,9 %). Par ailleurs, le nombre total de logements autorisés à la construction et mis en chantier fléchit une nouvelle fois : respectivement -5,1 % et -2,9 % sur l'année.

L'activité du secteur des **industries manufacturières** est stable autour de sa moyenne de longue période. Le niveau de trésorerie est jugé favorable, bien qu'une dégradation des délais de paiement clients soit constatée. Les prévisions d'investissement sont plus favorables qu'en 2017.

Une bonne année pour le secteur touristique

L'activité 2018 des **services marchands** est jugée globalement favorable par les dirigeants du secteur, à l'exception du dernier trimestre. Les activités portuaires affichent une baisse de 0,9 % en 2018 contre +4,0 % l'année dernière (hors matériaux destinés au chantier de la NRL). Le trafic est marqué par les manifestations de la fin d'année, liées au mouvement des Gilets jaunes. Le transbordement s'inscrit en baisse de 6,4 %, alors que les conteneurs domestiques progressent de 0,8 %.



Sources : Insee et DGE, enquête de fréquentation hôtelière

L'année 2018 a été une bonne année touristique avec l'accueil de 534 630 touristes extérieurs et 432 millions d'euros de recettes (respectivement +5,3 % et +21,3 % par rapport à 2017). Le trafic aérien atteint un nouveau record, avec plus de 2,5 millions de passagers, malgré le ralentissement enregistré en fin d'année. L'activité reste dynamique sur l'axe métropole-Réunion, où le nombre de passagers progresse de 12,8 %, contre +7,2 % en 2017. En parallèle, le nombre de croisiéristes augmente de 11,6 % avec plus de 40 000 passagers. Toutefois, le secteur **touristique** a également pâti du mouvement

social de fin d'année qui a entraîné des annulations de réservations. La fréquentation hôtelière recule de 1,0 % par rapport à 2017, après trois années consécutives de hausse. Le taux d'occupation des chambres progresse de plus de deux points à 67 %, en raison de la diminution du nombre de chambres offertes par les hôtels.

Une activité bancaire dynamique

Même si un ralentissement s'observe sur la fin d'année, l'activité économique a été plutôt favorable en 2018 et les besoins de financement privé dynamiques. L'activité bancaire reste ainsi soutenue. Les conditions financières, toujours très accommodantes, favorisent en outre le financement de l'économie. Ainsi, les encours de crédits continuent de progresser à un rythme élevé bien qu'en décélération par rapport à 2017. Les actifs financiers détenus par les Réunionnais connaissent également une croissance solide, bien qu'inférieure à celle de 2017. Après plusieurs années de baisse, les taux d'intérêt aux entreprises pratiqués à La Réunion se stabilisent en 2018.

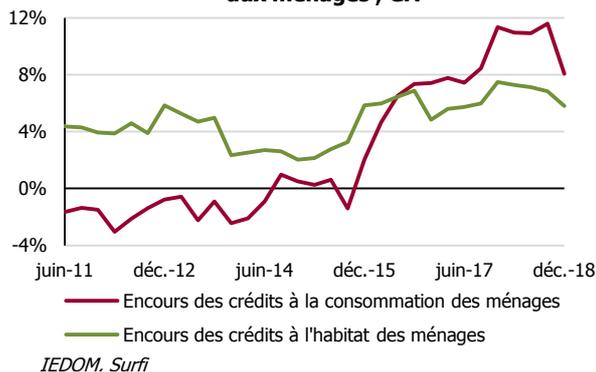
Une croissance des actifs financiers

Les actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais s'élèvent à 15 milliards d'euros d'encours à fin 2018, soit une progression de 4,0 % sur un an après un pic de croissance en 2017 (+7,3 %). Ils se composent principalement d'actifs détenus par les ménages (10,1 milliards). Ces derniers progressent de 2,9 % en 2018, au rythme des années antérieures (3 % en moyenne sur 2014-2016) et après un pic en 2017 (+6,1 %). La préférence des ménages pour la liquidité est toujours marquée, avec une hausse des dépôts à vue de 7 % en 2018. Malgré un taux de rémunération toujours très faible, les placements des ménages sur des comptes d'épargne à régime spécial progressent à un rythme soutenu pour la deuxième année consécutive : +4,1 % à fin 2018 après +3,8 % fin 2017. En revanche, les placements sur des produits d'épargne de long terme reculent en 2018 (-0,5 % après +4,2 % en 2017) avec notamment un net ralentissement de l'assurance-vie (+2,4 % après +7,0 % en 2017). Les actifs détenus par les sociétés non financières (essentiellement des dépôts à vue) continuent de progresser à un rythme élevé de +4,0 % sur l'année 2018.

L'activité de crédit reste dynamique, tirée par les crédits aux ménages

En 2018, les encours sains de crédit à l'économie réunionnaise progressent encore à un rythme élevé de 4,9 % sur l'année. Après une année 2017 très dynamique (+6,8 %), la tendance est toujours favorable et confirme la reprise du financement bancaire depuis quelques années. Les encours sains de crédits dépassent ainsi les 22 milliards d'euros fin 2018 (+1 milliard sur un an). Depuis 2017, ce ne sont plus les prêteurs institutionnels, mais les établissements locaux qui tirent les crédits à la hausse. Les crédits aux sociétés non financières (SNF) progressent de 3,2 %, avec notamment une accélération des crédits immobiliers (+5,4 % après +3,2 % en 2017). Les crédits d'investissement ralentissent après une année 2017 particulièrement dynamique (+3,1 % après 8,5 % en 2017). Les crédits d'exploitation diminuent pour la troisième année consécutive (-5,7 % après -8,2 % en 2017 et -3,4 % en 2016). Du côté des ménages, les crédits à l'habitat connaissent encore une forte hausse en 2018 (+5,8 % après +7,5 % en 2017). L'activité du secteur immobilier connaît un net regain depuis trois ans, avec un montant record des ventes en 2018 (logements neufs et anciens). Sur les crédits à la consommation, le dynamisme est particulièrement marqué. Ces crédits connaissent un véritable essor depuis trois ans, soutenus par un record des ventes automobiles. Ainsi, la progression des crédits à la consommation est de 8,1 % en 2018 (+13,3 % en 2017) marquée néanmoins par un ralentissement en fin d'année : les blocages lors du mouvement de Gilets jaunes ont pu amener à différer certains achats. Enfin, les encours de crédit aux collectivités locales progressent de 4,2 % sur l'année, après +8,3 % en 2017.

Croissance des encours de crédit aux ménages, GA



Le taux de créances douteuses se stabilise à son niveau d'avant crise

Après une baisse quasi continue depuis 2012, le taux de créances douteuses brutes (portées par les établissements de crédit installés localement) est stable en 2018 par rapport à 2017, à 3,6 % du total des encours bruts (y compris les encours des prêteurs institutionnels qui déclarent peu de douteux). Ainsi, il retrouve presque son niveau d'avant crise (3,7 % fin 2007) après avoir atteint un niveau élevé de 6,3 % en 2012.

L'année 2019 : entre incertitudes et espoirs

La crise des Gilets jaunes a marqué la fin de l'année 2018. Alors que depuis plusieurs années, l'activité économique apparaissait dynamique et qu'un climat de confiance semblait s'installer, cet épisode laisse planer des incertitudes sur 2019. En effet, la paralysie de l'île pendant presque deux semaines a profondément pesé sur tous les secteurs de l'économie. Si l'activité a repris depuis, la résilience des entreprises face aux difficultés financières auxquelles elles ont dû faire face sera déterminante pour la suite. Mais cet épisode a aussi mis en lumière le mécontentement d'une partie de la population qui ne voit pas son quotidien s'améliorer malgré la croissance économique. Le chômage élevé, la cherté de la vie, les inégalités qui persistent restent des éléments marquants de la société réunionnaise. Cette crise aura peut-être comme conséquence d'accélérer l'action publique dans ce sens et paraît ainsi porteuse d'espoir. L'économie réunionnaise a en effet un fort potentiel, avec notamment des filières stratégiques à développer. Les objectifs ambitieux concernant la transition énergétique et la valorisation des déchets font notamment des éco-activités un secteur porteur². L'année 2019 sera décisive sur ces deux volets en matière de planification (nouvelle Programmation Pluriannuelle énergétique, Plan unique des déchets), ce qui devrait permettre d'apporter de la lisibilité sur un projet d'avenir.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : G. LESELLIER
Éditeur et imprimeur : IEDOM
Achevé d'imprimer : avril 2019 – Dépôt légal : avril 2019 – ISSN en cours

² Note expresse n° 549 - « L'économie verte à La Réunion: un poids limité mais un gisement de potentialités et d'initiatives »